

WEBINAIRE :

LA COLLABORATION RÉGIONALE ET MUNICIPALE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Conférencières : Monique Côté, directrice (RQDS)

Isabelle Lizée, directrice (Espace-Muni)

Monique Côté, directrice générale du Réseau québécois du développement social en développement social (RQDS) présente un Power Points comprenant :

La mission et l'historique du RQDS
La relance des démarches dès 2015
La vision du développement social
Description d'une communauté de pratique

Qui compose le RQDS

Le rôle des démarches régionales :

- . Réseautage
- . Espaces de concertation
- . Alignement de l'action
- . Structuration
- . Positionnement et influence
- . Renforcement de la capacité

L'intersectorialité des démarches régionales :

- . Acteurs institutionnels
- . Acteurs régionaux et territoriaux
- . Communautaires et sectoriels
- . Élus municipaux
- . Autres partenaires

Les priorités d'action et Vision d'avenir :

- . Démarches régionales
- . Déterminants processus

Madame Isabelle Lizée, directrice générale d'Espace-Muni présente un PowerPoint concernant la collaboration municipale et régionale en développement social.

Thèmes présentés :

Mission
Présentation d'Espace-Muni
Collaboration régionale-municipalité
Connaître son partenaire

Points communs

Mandat / rôle de l'élu(e)

Citation d'André Thibault

Défis et problématiques

Comment

Initiative : MRC Montcalm

Outil d'aide pour les municipalités / MRC

Échange/Activités : Atelier 1 et atelier 2

Questions à la suite de la première partie :

Quels sont les liens avec la Fédération québécoise des municipalités au UMQ ainsi qu'avec Communagir?

Réponse : La FQM ou l'UMQ sont des membres fondateurs du Carrefour municipal et Familles et également membres du Conseil d'administration d'Espace-Muni. La présidente mairesse de Brossard représente l'UMQ au CA, tandis que la FQM est représentée par la mairesse de Murdochville en Gaspésie. Les mandats sont complémentaires. Le plan légal et législatif ainsi que représentatif est plus spécifique à la FQM et l'UMQ, tandis qu'Espace-Muni touche davantage l'aspect des Villes plus humaines, le développement des communautés et la qualité de vie.

Concernant Communagir, ils sont également présents au CA, il s'agit d'une organisation récente. Les municipalités vont travailler avec Communagir lorsqu'ils ont des dossiers spécifiques en liens aux communautés. Communagir est un des membres fondateurs du Collectif des partenaires en développement des communautés et Espace Muni est mandataire du collectif.

La coordonnatrice de l'organisme RESSORT GÎM : en lien à la politique MADA, veut savoir qui est la personne-ressource qui offre de l'accompagnement dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine?

Réponse : la personne avec qui communiquer est monsieur Denis Guérin de l'équipe d'Espace-Muni, il existe actuellement une équipe de 3 personnes qui travaille dans cette région. 5 cohortes de projets sont actuellement en train de se réaliser qui concerne les politiques familiales y incluant les aînés. Les coordonnées sont disponibles sur le site Internet d'Espace-Muni.

Autre question : Espace-Muni offre-t-il de l'accompagnement pour le développement d'une politique en développement social?

Réponse : Cela n'a pas eu lieu jusqu'à maintenant. Isabelle mentionne qu'au cours de sa présentation, les éléments qui seront présentés un peu plus tard, risquent de répondre à cette question selon vers quelles directions veulent prendre les municipalités à savoir quelles sont leurs préoccupations.

Présentations des clés de succès pour des collaborations municipales et régionales réalisées au sein d'Espace-Muni.

Questions :

Le fait de faire diverger des politiques vers des actions communes selon les réalités des MRC, peut-on y voir le début d'une amorce vers une politique sociale en développement social?

Réponse : Oui, absolument. Dans le cas de la MRC de Montcalm, les préoccupations étaient la réussite éducative, le développement social et MADA. Ces 3 éléments vont se réaliser dans la MRC de Montcalm.

ATELIER 1 : SUR QUELS ENJEUX DE DS ET COMMENT LES TABLES DE DS RÉGIONALES PEUVENT-ELLES COLLABORER AVEC LES ACTEURS MUNICIPAUX ?

Santé : S'assurer de la compréhension des élus en ce qui concerne leurs rôles et leurs responsabilités pour assurer la sécurité et la santé de leurs citoyens comme les impacts de la pandémie. On doit adapter le discours en fonction des responsabilités des élus dans tous les dossiers.

Qualité de vie : Il s'agit d'un enjeu incontournable qui directement concerne les citoyens pour le développement social, ce qui comprend l'amélioration des conditions de vie, l'enrayement des inégalités pour l'obtention d'une amélioration des services et des conditions.

Lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale favoriser de meilleures conditions pour assurer une intégration réussie de nos communautés en brisant les préjugés pour éviter le phénomène de la ghettoïsation. Il y a beaucoup d'autochtones qui ont de la difficulté à se trouver des logements, ils sont souvent étiquetés négativement. (préjugés).

La pandémie : La réalité de cette crise a amené des perceptions différentes à l'égard du milieu municipal, en ce qui concerne les organismes communautaires car l'entraide entre les citoyens, les organismes communautaires et les élus a eu un impact positif.

Santé mentale : La pandémie a eu des impacts importants quant à la santé mentale, dont les effets risquent d'avoir également des conséquences à long terme. Beaucoup de prévention et de support sont effectués auprès de la population démunie et auprès des intervenants qui sont débordés, les besoins sont criants. La collaboration entre le milieu municipal, des partenaires communautaires, de la santé et des citoyens sera très importante pour garantir un suivi, car l'isolement social a eu des effets néfastes sur la santé mentale.

Il sera nécessaire d'assurer un rétablissement à partir d'une approche partenariale de concertation intersectorielle selon une vision de développement sociale.

Le développement social : Le DS doit se réaliser selon un champ transversal pour toutes décisions qui concernent le conseil municipal. Les élus peuvent agir dans tous les secteurs du développement social. Il est également important de soutenir les organismes communautaires pour le maintien de la qualité de vie des citoyens comme l'importance de l'accès au transport collectif en région ainsi qu'à l'accès à un réseau Internet.

Réussite éducative : Enjeu s'avérant très important, des Tables rondes sont structurées dans quelques régions.

Sécurité alimentaire : achat local, éducation populaire = très importants

Participation citoyenne : mobiliser les citoyens à participer pour avoir une bonne représentation de leurs besoins.

Habitation : accessibilité de logements abordables et adéquats visant à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants, ce qui permet de recevoir de nouvelle main-d'œuvre. Dans la région de la GIM, 3 chantiers sont mis en place pour l'obtention de données au niveau des régions, pour parvenir à faire des représentations politiques dans les municipalités. Tenir compte de l'aménagement du territoire pour que les besoins et les services soient à proximité.

Autres enjeux importants :

- Vieillesse de la population et les impacts
- Famille
- Environnement (impact sur la santé et qualité de vie à moyen/long terme)
- Transport/mobilité

Atelier 2 : QUELLES SERAIENT LES CONTRIBUTIONS POSSIBLES DE CHACUNE DES PARTIES POUR L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE EN DS LOCALE, TERRITORIALE OU RÉGIONALE ?

Information et documentation : Accès à des données et des portraits représentatifs pour tous les territoires.

Communication : Adapter le vocabulaire pour la compréhension commune (par exemple parler de la main-d'œuvre pour susciter le soutien concernant le logement).

Saisir les réalités des enjeux mutuels.

Créer des liens pour le partage d'outils, de réflexions et de dialogues.

Reconnaître les divergences de perception au niveau des enjeux.

Posture de collaboration : valeur égale des partenaires impliqués et considération mutuelle pour la reconnaissance des expertises.

Tester à partir de réalisations concrètes : effectuer des projets-pilotes.

Le développement social devrait être transversal pour toutes les décisions qu'un conseil municipal doit prendre. Il serait intéressant de présenter le DS lors des Congrès de la FQM UMQ.

La clé réside au niveau des fonctionnaires municipaux puisque l'information passe par les élus.

Faire le tour des MRC pour convaincre de la pertinence de développer cette politique pour créer des liens plus étroits.

Associations pertinentes à visiter (Association des directeurs généraux).

Un élu responsable par MRC/municipalité pour le DS.

Travail de collaboration entre les organismes communautaires et les citoyens pour bâtir la politique de DS du territoire.

Document sur le DS à partager aux : définition du DS et ses principes.

Faire des ponts avec les CIUSSS et le personnel des organismes communautaires, malgré le roulement du personnel.

Administratif (fonctionnaires) et politique (élus) : morceler les objectifs pour cadrer avec le mandat de 4 ans

Entreprises privées à solliciter (ex.: ceux qui bâtissent des logements sociaux)

Médias = partenaires stratégiques.

Priorité : Le discours des élus était davantage en fonction de créer de la richesse avant de s'occuper des démunis, ce discours risque d'être modifié, car le contexte de la pandémie va modifier les perceptions.

Vision : Il est fréquent de constater la présence d'un manque de vision globale, principalement dans les milieux ruraux, on s'intéresse particulièrement à la voirie et aux pompiers. On perçoit un changement, mais la conscientisation doit se faire davantage.

Outils utilisés par les municipalités, les Commissions municipales : commission de développement communautaire et social (Terrebonne) => travail au niveau des changements de lois ... Faire cheminer vers des comités de travail (notre cour) en tenant compte de leur vision/mission/valeurs.

Politique DS : démontrer que ce n'est pas une tâche supplémentaire, mais plutôt pour sauver du travail à long et à court terme, un service aux citoyens à apporter.

Municipalités sensibles aux problèmes existants : itinérance, etc.

Enveloppe \$ à faire suivre

FLAC : contributions possibles

Il est important de ne pas travailler en silo, mais en réseau, la concertation intersectorielle permet d'avoir une expertise diversifiée et ne risque pas de favoriser un territoire en particulier plus qu'un autre.

Avoir une belle représentation au niveau des expertises et reconnaissances des différentes instances (représentation de différentes institutions, acteurs locaux et représentation terrain). Concertation intersectorielle arrimée et bien intégrée, sensibiliser les élus aux réalités du DS, les outiller pour qu'ils puissent avoir un rôle de facilitateur. Définir le DS, les préoccupations à partir d'exemples et réalités.

Accompagner les élus dans leurs mandats, les inciter à observer ce qui se passe dans les régions, voir les réalisations dans d'autres territoires.

Communication : Utiliser différentes stratégies de communication pour rejoindre tous les citoyens à partir d'un langage adéquat selon à qui on s'adresse : personnes âgées, personne avec des problèmes de santé mentale, famille avec enfants, personne seule, personne démunie et autres.

Améliorer les façons de se concerter : trouver des mécanismes pour améliorer les communications auprès des municipalités, former et sensibiliser les élus sur le développement social, parler leur langage et leur expliquer le bien-fondé de leurs actions et des effets à long terme sur la qualité de vie de leurs citoyens.

Prendre en considération que la compréhension et l'intégration du développement social demanderont une adaptation pour les élus municipaux, ce qui demandera du temps pour assurer une compréhension globale selon tous les enjeux, car très complexe.

Faire en sorte pour que les différents enjeux comprenant le logement, l'habitation, la sécurité alimentaire et l'enrayement des inégalités sociales soient bien documentés en fonction de l'actualité, ce qui permet aux élus d'avoir une représentation juste et adéquate. Bref, s'assurer de bien les informer.

Vérifier la force du réseau par des consultations citoyennes, car la connaissance de certaines MRC est moins présente étant donné que parmi elles, certaines personnes sont plus difficiles à rejoindre.

Déterminer les rôles de chacun à partir d'un plan d'action clairement défini, selon qui fait quoi pour mettre en place des actions de façon à bien identifier les rôles de chacun des milieux.

Ouverture des municipalités/MRC à développer une politique en DS.

Contribution financière et en RH des municipalités/MRC (incluant le temps des élus).

Assurer la représentativité de tous les groupes et des minorités, s'assurer de l'inclusion de tous.

Accompagnement du régional (via le RQDS notamment), rayonnement, visibilité de la démarche et sensibilisation

Au palier régional, avoir la contribution des ministères via le comité DS des CAR

Site web du RQDS :

www.rqds.org

<https://rqds.org/outils-rqds/page/2/>

Pour (re)voir le webinaire, [communiqués avec nous](#).